



CONSEIL DE COMMUNAUTE

VENDREDI 30 JUIN 2023

L'an deux mille vingt trois, le trente juin, à 18 heures 30, le conseil de Communauté de la Communauté d'agglomération du pays de Landerneau-Daoulas s'est réuni salle plénière, maison des services publics à LANDERNEAU sous la présidence de Patrick LECLERC.

Présents

LECLERC Patrick, GOALEC Bernard, GUILLORÉ Alexandra, FLOCH Jean-Bernard, SOUDON Chantal, POUPON Julien, CANN Joël, CORRE Michel, CYRILLE Yves, GODET Nathalie, JÉZÉQUEL Marc, KERLAN Frédéric, PHILIPPE Georges, RIOU Michel, SERGENT André, TANGUY Anne, TRMAL Marie-France, GRALL Renaud, CALVEZ Gilles, LE SAUX Jean-Luc, BLANDIN Lénéaïc, BODENEZ Guillaume, CALVEZ-BARNOT Gaëlle, HERVOIR Stéphane, LENUE Françoise, NICOLAS Angélique, QUENTRIC-BOWMAN Morgane, QUILLEVERE Séverine, ROULLEAUX David, THOMIN Mélanie, BODILIS Jean-François, LE BRONNEC Erwann, LETEURE Tiphaine, YVINEC Odile, LEON Jean-Jacques, LE ROY Christine, NOWAK Carine

Secrétaire de séance

KERLAN Frédéric

Excusés

BERVAS Viviane (pouvoir à RIOU Michel)
BONIZ Jean-Jacques (pouvoir à KERLAN Frédéric)
LE GALL Jean-Noël (pouvoir à LEON Jean-Jacques)
BOSSER Christian (pouvoir à GODET Nathalie)
CORNEC Elodie (pouvoir à BLANDIN Lénéaïc)
LANGUENOU Céline (pouvoir à HERVOIR Stéphane)
MEVEL Stéphanie (pouvoir à BODENEZ Guillaume)
APPELGHEM Ludovic (pouvoir à LE BRONNEC Erwann)
DALIS-ABGRALL Gwénaëlle (pouvoir à TRMAL Marie-France)
SOUN Véronique (pouvoir à TANGUY Anne)
LIEGEOIS Hervé (pouvoir à SERGENT André)

Conseil de Communauté du 30 juin 2023
Délibération n°DCC2023_107

Objet	Renouvellement de la convention de partenariat relative aux politiques de développement économique entre la Région Bretagne et la Communauté
Rapporteur	Bernard GOALEC
Service	Service Economie
Thème	Economie

Bernard GOALEC donne lecture du rapport suivant :

EXPOSÉ DES MOTIFS :

Promulguées respectivement en 2014 et 2015, les lois MAPTAM et NOTRe, ont redéfini la répartition des compétences entre collectivités territoriales, notamment dans le domaine du développement économique.

Ces lois :

- posent le principe d'une compétence exclusive des Régions sur les aides aux entreprises et sur la définition des orientations en matière de développement économique sur son territoire ;
- posent le principe d'une compétence exclusive des EPCI sur l'immobilier d'entreprise ;
- confirment la place spécifique de l'échelon métropolitain ;
- prévoient la possibilité de procéder par convention à des délégations de compétences ou des interventions de la Région et des EPCI hors de leur champ exclusif de compétences ;
- confirment le caractère prescriptif du SRDEII (Schéma Régional de Développement Économique d'Innovation et d'Internationalisation).

Suite au renouvellement de son assemblée en 2021, la Région a engagé l'actualisation de son Schéma Régional de Développement Économique d'Innovation et d'Internationalisation (SRDEII).

Afin de proposer une vision transversale des enjeux liés au développement économique, aux compétences humaines, à l'orientation et à la formation, à la recherche et à l'enseignement supérieur, décision a été prise de produire une stratégie unifiée, intégrant trois documents de planification (SRDEII, CPRDFOP¹ et SRESR²) intitulée : la Stratégie Régionale des Transitions Economiques et Sociales (SRTES).

Afin de poursuivre la dynamique partenariale entre la Région et les EPCI bretons, et de décliner territorialement les orientations stratégiques en matière de développement économique renouvelées au sein de la SRTES, les échanges avec les EPCI se sont poursuivis afin d'engager une deuxième génération des conventions de partenariat qui s'achève au 30 juin 2023. Ces échanges ont acté la poursuite et l'approfondissement d'une dynamique déjà installée.

Ainsi, la présente convention a pour objet :

- **d'articuler de manière cohérente les politiques de la Région et de la Communauté d'Agglomération du Pays de Landerneau-Daoulas dans le domaine du développement économique**, dans l'intérêt des deux parties, en conformité avec leurs priorités communes et en compatibilité avec :

Pour la Communauté, son schéma de développement économique, voté en 2017 (annexe B) et son projet de territoire, voté en 2021 (annexe c),

Pour la Région Bretagne, les orientations de la Stratégie Régionale des Transitions Economiques et

Sociales (SRTES) (article 2 – Orientations stratégiques) ;

- **d'assurer la complémentarité des dispositifs d'aides aux entreprises à déployer sur le territoire et de fixer les règles d'intervention de la Région et de la Communauté** (article 3 – Dispositifs d'accompagnement des entreprises) ;
- **de poursuivre le déploiement d'un Service Public de l'Accompagnement des Entreprises (SPAÉ) sur le territoire communautaire** et en définir une déclinaison locale (article 4 – Enjeux et renforcement du Service Public de l'Accompagnement des Entreprises).

A) Les dispositifs d'aides directes aux entreprises déployés dans le cadre de cette convention sont les suivants :

1/ Le Pass Commerce et Artisanat

Il s'agit d'un dispositif cofinancé par la Région. Il a donné lieu à la signature d'une convention entre la Région et la Communauté le 19 septembre 2018 et la signature d'avenants portant notamment en période de crise sanitaire sur des mesures transitoires et son volet digitalisation avec application jusqu'au 30 juin 2023.

Le dispositif 2023, en application à partir du 01 juillet conserve les objectifs initiaux cités ci-après :

- Dynamiser l'activité économique des TPE (commerce et artisanat) en accompagnant la modernisation de ces entreprises par :
- Un soutien à l'installation et au développement d'activité
- Un soutien aux investissements réduisant les impacts environnementaux,
- Un soutien à la numérisation et à la digitalisation (Le volet digital est intégré au dispositif socle).

La notion de services de proximité, services courants nécessaires à la population desservie est rappelée.

Les principaux ajustements apportés au dispositif Pass Commerce Artisanat

Rappel des conditions de recevabilité des projets sur le territoire de la Communauté :

La délibération n°DCC2022_128 du 30 septembre 2022 définit la politique locale du commerce et ses dispositifs en faveur du commerce et de l'artisanat. Après validation des critères d'éligibilités, les conditions de recevabilités sont les suivantes :

Pour la ville de Landerneau :

Il est mobilisable pour une création, reprise, modernisation ou extension d'activité s'implantant ou située sur le périmètre de centralité restreint défini.

Pour les communes de moins de 5 000 habitants : Le dispositif est mobilisable pour une reprise, modernisation ou extension d'activités situées sur le territoire de la Communauté

Les créations d'activités sont éligibles pour un projet d'implantation en centralité des communes.

Modalités particulières applicables à partir du 01 juillet 2023 :

La Région Bretagne souhaitant recentrer le dispositif sur l'installation et le développement des entreprises en centralités a fait le choix de ne plus accorder un soutien financier aux TPE s'installant en ZAE. Aussi, les créations d'activités commerciales situées dans une ZAE sont exclues du dispositif ainsi que les projets de développement des entreprises situées en ZAE sur les communes de plus de 2 000 habitants.

Aussi, pour les communes de 2000 habitants à 5 000 habitants, les projets de reprise, modernisation ou extension situés en ZAE seront étudiés par la Communauté d'Agglomération du Pays de

Landerneau-Daoulas pour entrer dans le dispositif sans soutien financier de la Région Bretagne.
(Fiche Pass Commerce et Artisanat – modalités particulières d'intervention).

En terme de bénéficiaires :

- Le dispositif est ouvert aux associations inscrites au Répertoire National des Associations exerçant une activité commerciale ou artisanale répondant aux critères d'éligibilités du dispositif.

En terme de calcul de la subvention :

- Le plancher d'investissement est porté à 6 000 € au lieu de 3 000 € en période COVID et post COVID

La fiche détaillée du dispositif Pass Commerce Artisanat applicable à partir du 01 juillet 2023 est présentée en annexe 1 ainsi que son règlement d'intervention en annexe 2.

2/ Le dispositif d'aide à l'installation des jeunes agriculteurs

Ce dispositif a été mis en œuvre par délibération n°2015-19 du 27 mars 2015. Au travers de ce dispositif la collectivité souhaite, accompagner au mieux les jeunes agriculteurs souhaitant s'installer sur le territoire. Aussi, l'aide financière accordée sous réserve du dépôt d'un dossier de demande complet et répondant en totalité aux critères d'éligibilités sera de 4 000 € à partir du 01 juillet 2023 au lieu de 2 000 € précédemment accordé. La fiche détaillée du dispositif est présentée en annexe 3.

B) Le Service Public de l'Accompagnement des Entreprises (SPAЕ) sur le territoire communautaire :

Afin de consolider la dynamique SPAЕ sur l'ensemble du territoire breton, la Région établit un socle commun minimum de déploiement de la démarche.

Il est convenu :

- **D'organiser, au moins une fois par an, une réunion SPAЕ élargie, permettant de stimuler l'interconnaissance des partenaires de l'écosystème et ainsi d'assurer la coordination des actions et la circulation des informations économiques ;**
- **D'initier des rendez-vous mutualisés selon un format impliquant *a minima* la Région et la Communauté, dans une logique d'efficience du service rendu aux entreprises ;**
- **De participer et contribuer régulièrement aux rencontres du Réseau des Développeurs Economiques.**

Ce socle commun a vocation à être enrichi et adapté par chaque EPCI.

Sa déclinaison locale s'appuiera sur la mise en place d'une organisation et d'une coordination de l'ensemble des acteurs du développement économique via les outils développés et actions menées en lien avec le projet de territoire : Maison de l'entreprise, Structure G4DEC, plan d'action annuel en faveur des entreprises et de l'emploi...

Au travers du SPAЕ, la Communauté souhaite :

- Poursuivre la dynamique existante sur le territoire et ainsi favoriser l'interconnaissance, le partage de sujets et l'actualité économique,
- Communiquer auprès des acteurs sur les temps forts du service économie et mobiliser les acteurs sur ceux-ci,
- Faire connaître le territoire de la Communauté, les entreprises et réseaux implantés,
- Travailler dans une logique d'efficience de l'action publique, sur un principe de

complémentarité permettant de mieux répondre aux besoins des entreprises et du territoire.

DÉLIBÉRATION:

Vu le Code général des collectivités territoriales,

Vu les statuts de la Communauté d'agglomération du pays de Landerneau-Daoulas,

Vu, la loi n° 2014-58 du 27 janvier 2014 de modernisation de l'action publique territoriale et d'affirmation des métropoles (MAPTAM) ;

Vu la loi n°2015-991 du 07 août 2015 portant nouvelle organisation territoriale de la République (Notre),

Vu la première convention de partenariat signée entre la Communauté de Communes et le Conseil Régional de Bretagne le 24 mai 2018 relative aux politiques publiques,

Vu la convention de partenariat signée entre la Communauté de Communes et le Conseil Régional de Bretagne le 19 septembre 2018 pour la mise en œuvre du dispositif Pass Commerce et Artisanat et ses avenants signés,

Vu, la délibération n°2015-19 du 27 mars 2015 relative aux aides aux jeunes agriculteurs,

Vu, la délibération n°DCC2022_128 du 30 septembre 2022 définissant la politique locale du commerce et ses dispositifs en faveur du commerce et de l'artisanat,

Vu l'avis favorable de la Commission attractivité du 12 juin 2023

Vu l'avis favorable de la Bureau communautaire du 16 mai 2023

Le conseil de Communauté à l'unanimité

Article 1 : approuve les termes de la convention de partenariat avec la Région sur les politiques de développement économique,

Article 2 : approuve le dispositif PASS Commerce et artisanat et sa mise en œuvre à partir du 1er juillet 2023,

Article 3 : approuve le dispositif jeunes agriculteurs,

Article 4 : autorise le président ou son représentant à signer la convention de partenariat avec la Région sur les politiques de développement économique, ainsi que tous documents nécessaires à la mise en œuvre de ces dispositions.